

# Sommet sur la transformation de l'éducation

## Déclaration nationale d'engagement (Suisse)<sup>1</sup>

### 1. Introduction

En Suisse, le système éducatif constitue une base solide pour l'égalité des chances, qui se distingue sur le plan international, par une qualité et une perméabilité très élevées. Il comporte à tous les échelons et dans tous les domaines une offre de formations solide et variée. La politique de la Confédération a pour but de le développer précisément dans cet esprit, avec un grand souci d'efficacité, en collaboration avec les cantons<sup>2</sup>.

### 2. Rétablissement suite à la perturbation due à la Covid-19<sup>3</sup>

Afin d'assurer au mieux l'égalité des chances durant la pandémie, la Suisse a fermé ses écoles pour une durée relativement courte en comparaison internationale. En revanche, les établissements d'enseignement supérieur ont été contraints de fermer pendant plus de douze mois, avec de profondes conséquences, notamment sur la santé mentale des étudiant·e·s. La participation à la formation continue a aussi été fortement impactée. À ce stade, les études scientifiques ne permettent que de manière limitée de mesurer l'impact de l'enseignement à distance sur l'équité et les performances scolaires à moyen-terme. Il serait judicieux d'évaluer les retards d'apprentissage des apprenant·e·s et de compenser par des mesures de soutien supplémentaires.

La pandémie a souligné l'importance d'une intégration bien réfléchie et cohérente de la numérisation dans l'éducation, ainsi que celle de la formation initiale et continue des enseignant·e·s. Les prochaines années seront ainsi consacrées à la stabilisation et à la valorisation des systèmes numériques mis en place en mettant l'accent sur les outils et approches validés empiriquement. La crise a aussi confirmé le manque croissant et problématique d'enseignant·e·s, qu'il s'agira de pallier en rendant la profession d'enseignant·e plus attractive.

Dans sa coopération internationale, la Suisse a adapté ses programmes éducatifs dans les pays partenaires et lancé des initiatives spéciales COVID-19 afin d'atténuer ou d'effacer les carences éducatives causées par la pandémie<sup>2</sup>.

### 3. Transformation de l'éducation<sup>4</sup>

Tout en veillant à maintenir un consensus politique sur les objectifs majeurs de l'éducation, la Confédération et les cantons ont identifié plusieurs leviers afin de développer le système éducatif. Les acteurs compétents en Suisse ont l'intention de poursuivre et, le cas échéant d'adopter, des approches innovantes dans les domaines suivants pour favoriser une éducation de qualité tout au long de la vie :

**Egalité des chances et inclusion :** La Suisse entend favoriser une société inclusive respectueuse des principes de sa Constitution dont le préambule précise que le peuple et les cantons sont « déterminés à vivre ensemble leurs diversités dans le respect de l'autre et l'équité »<sup>2</sup>. Pour éliminer les obstacles qui limitent une pleine participation à l'éducation, la Suisse entend mieux encore cerner les inégalités. Les mesures pour surmonter la discrimination structurelle et individuelle ainsi que le racisme dans les établissements d'enseignement seront encore renforcées. Les enseignant·e·s, les parents et les jeunes devraient être encore mieux préparés au potentiel, mais aussi aux défis de l'inclusion.

**Mobilité sociale:** Le système éducatif de la Suisse se distingue par sa qualité et sa perméabilité. Son système de formation professionnelle duale est axé sur les besoins du marché de l'emploi et contribue ainsi à l'intégration professionnelle des jeunes et des adultes, avec des offres variées, de qualité et offrant des perspectives de carrière. Il reste néanmoins des défis à relever, en relation avec la mobilité sociale ou avec le parcours migratoire, par exemple.<sup>2</sup> La Confédération travaille, en concertation avec les cantons, à compenser les discriminations et les désavantages structurels, par exemple en renforçant la perméabilité du système et en prévoyant les passerelles les plus satisfaisantes possibles. Afin que l'équivalence des voies de formation soit perçue et comprise par le grand public, des actions de sensibilisations continueront à être mises en œuvre.

**Apprentissage tout au long de la vie:** La Suisse présente, par rapport au reste du monde, une forte participation à la formation initiale et à la formation continue. Cependant, la participation des adultes sans diplôme post-

---

<sup>1</sup> La déclaration nationale d'engagement (2 pages) vise à présenter les actions clés pour la transformation de l'éducation, en s'appuyant sur le contenu des consultations nationales.

<sup>2</sup> Mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour le développement durable : [rapport national de la Suisse à l'ONU, 2022](#)

<sup>3</sup> Quelles actions ciblées supplémentaires ont été identifiées pour assurer un rétablissement complet suite à la perturbation de l'éducation due à la COVID-19 ?

<sup>4</sup> Quelles approches innovantes ont été identifiées comme leviers pour transformer réellement les politiques et pratiques éducatives à moyen et long terme ?

obligatoire est relativement faible par rapport à celle des autres adultes. Les acteurs compétents en Suisse s'emploient à améliorer l'accès à la formation continue<sup>2</sup>.

**Petite enfance** : Dans ce domaine, la collaboration et la coordination des acteurs gouvernementaux entre eux et avec les acteurs privés doivent être renforcées. Il reste des défis à relever, dont garantir aux enfants issus de familles défavorisées et aux enfants souffrant d'un handicap un accès facile à l'offre éducative, et assurer la qualité et la viabilité financière des offres à l'échelle de la Suisse<sup>2</sup>.

**Éducation au développement durable (EDD)** : L'EDD est fortement encouragée et soutenue en Suisse, notamment grâce au centre national de compétences éducation<sup>21</sup> et à l'éducation non formelle et informelle. La promotion de cette approche holistique et paninstitutionnelle joue un rôle important pour l'intégration de l'EDD à tous les niveaux de l'éducation<sup>2</sup>.

**Transformation numérique et compétences transversales**: Les compétences numériques sont déjà intégrées à tous les niveaux du système éducatif. À l'avenir, les programmes basés sur des données scientifiques et des approches pertinentes continueront à être évalués et adaptés pour préparer les apprenant·e·s aux nouveaux défis, à la société numérique et aux changements dans le monde du travail, avec un accent sur les compétences transversales telles que la pensée critique, la capacité de collaboration, l'interdisciplinarité ou la créativité, aux fins de la lutte contre les inégalités, de la dignité et de la prospérité et de la formation de citoyen·ne·s s autonomes et éclairé·e·s, conscient·e·s des règles démocratiques. La formation des enseignant·e·s à l'utilisation des outils numériques et l'enseignement de ces nouvelles compétences interdisciplinaires sera également renforcée.

**Coopération internationale** : La Suisse prévoit de maintenir l'éducation parmi les thèmes prioritaires, notamment en assurant le financement, en renforçant la résilience des systèmes éducatifs et en leur garantissant le soutien de leur ministère de tutelle local, et en prévoyant une offre de formation qui permette de combler les lacunes des groupes vulnérables<sup>2</sup>. Son système scolaire peut être source d'inspiration, et la Suisse s'emploie donc à partager son expertise. Dans le domaine de la recherche en éducation, la Suisse apporte également une contribution internationale, qui pourrait encore être développée.

**Coopération en Suisse** : Que ce soit les écoles, les hautes écoles pédagogiques, les universités et les entreprises en tant que représentant·e·s de l'éducation formelle, les organismes publics et indépendants, les institutions, les fondations et les entreprises impliquées dans l'éducation non formelle, les acteurs de l'éducation informelle, tels que les apprenant·e·s et les parents ou encore les communautés locales, tous ont un rôle à jouer pour permettre une éducation de qualité, tout au long de la vie.

#### 4. Révision des objectifs et critères de référence nationaux en matière d'éducation<sup>5</sup>

En Suisse, la question de l'équité devrait être un levier important dans l'accélération des avancées nationales vers l'ODD 4. L'accès au système éducatif est garanti en Suisse à tou·te·s les apprenant·e·s. Toutefois, certain·e·s apprenant·e·s n'atteignent pas les objectifs fixés par le système éducatif au niveau des aptitudes, des compétences et des connaissances. Il est donc crucial de travailler ces prochaines années pour enlever et diminuer d'autres barrières qui empêchent certain·e·s apprenant·e·s d'atteindre leur plein potentiel.

#### 5. Garantie d'un financement public durable<sup>6</sup>

Le financement public de l'éducation est adéquat et durable en Suisse, et la structure de la dépense publique est équilibrée entre les niveaux d'enseignement. En 2019, l'éducation était financée à hauteur de 19% par la Confédération, de 49% par les cantons et de 32% par les communes. Dans presque tous les cantons, les dépenses pour l'éducation représentent la fonction la plus importante, avec une part des dépenses publiques totales variant de 17% à 34. La situation actuelle est bonne, mais il faut garder à l'esprit que les ambitions décrites pourraient avoir un impact sur les investissements des acteurs compétents.

La Suisse s'engage à la réalisation de l'ODD4 au plan international. Une partie de son aide publique au développement (ADP) est consacrée à l'éducation avec la conviction qu'elle contribue à réduire la pauvreté et les inégalités, stimule la croissance économique, et est essentielle au développement durable. Outre son engagement au niveau bilatéral, la Suisse contribue au niveau multilatéral au Partenariat mondial pour l'éducation (PME), soutient les acteurs internationaux de l'éducation en situation d'urgence (Education Cannot Wait – ECW, Geneva Global Hub for Education in Emergencies et ses membres, Inter-Agency Network for Education in Emergencies), et appuie des acteurs majeurs de l'éducation au niveau global tels que l'Institut International de Planification de l'Éducation (IIPE), le Bureau International d'Éducation (BIE) et le Global Education Monitoring Report (GEMR).

---

<sup>5</sup> Quelles sont les révisions à apporter aux objectifs et aux critères de référence de l'éducation nationale afin de refléter le niveau d'ambition plus élevé indispensable pour sortir de la crise de la COVID-19 et accélérer les avancées vers l'ODD 4 ?

<sup>6</sup> Quelles sont les mesures possibles pour rendre le financement public de l'éducation adéquat et durable ?